

LA CRISE ET LA THEORIE DU DEVELOPPEMENT: QUELLES FONCTIONS SOCIALES ?

Par

*Bourenane NACER**

Chaque période historique dans l'évolution des sociétés humaines pourrait probablement se caractériser par la pré-dominance d'une ou de plusieurs conceptions de cette évolution et de ses effets sur les hommes. Elles donnent lieu à cette occasion à la production de notions et de termes dont l'usage est socialement évocateur de la réalité telle qu'elle est intériorisée par ceux-là même qui la vivent (1).

Ces notions ou symboles sociaux sont de plusieurs ordres. Parmi eux, il y a ceux qui s'attachent plutôt à la nature des rapports sociaux et l'état des connaissances que l'on a d'autrui. Les termes de sauvage, de nègre, d'homme de couleur ou de jaune dans les sociétés européennes du dix-huitième, du dix-neuvième et du début du vingtième siècle, celui de blanc en Afrique subsaharienne, ceux de «Guaouri»: (européen) et de colon dans les pays du Maghreb en sont quelques-uns. Ils sont chaque fois indicateurs d'une situation sociale particulière, d'un certain type de rapports des hommes entre eux, à la nature, à leur société ainsi qu'aux autres sociétés. Une seconde catégorie tend à rendre compte bien plus de l'état des rapports sociaux, de l'état de la société tel qu'il est intériorisé et interprété. Les notions de développement et surtout de crise en font partie.

Depuis quelques années, le terme de crise semble acquérir une portée universelle. Son usage tend à faire l'objet d'un consensus général. On ne peut presque plus énumérer les domaines de la vie sociale pour lesquels le qualificatif de crise n'est pas usité. Il y a la crise de jalousie chez l'enfant, celle de l'autorité chez l'adolescent, celle du troisième âge, etc... On parle de la crise de la famille, de la société, de l'économie, de la politique, des valeurs, etc...

Il n'est pas dans notre propos ici d'analyser cette notion et de voir ce que recouvre sa mise en œuvre systématique à des niveaux aussi différenciés que ceux que nous avons indiqués (2). Nous centrerons, pour notre part, notre attention sur ce qu'on qualifie aujourd'hui à l'échelle internationale de crise du développement. Que recouvre-t-elle comme réalité, à quelles finalités répond une utilisation aussi répandue de ce terme, que cache et que montre sa mise en œuvre ? Telles sont les questions auxquelles nous tenterons d'apporter quelques éléments de réponse.

I. — LA FONCTION SOCIALE DE LA NOTION DE CRISE

1-1 La Crise = un Mythe ou une Réalité ?

S'il y a un point qui semble donc faire l'unanimité des hommes de science, des hommes politiques et des opérateurs économiques, c'est celui de la gravité des problèmes auxquels sont confrontées l'ensemble des

* Enseignant de Sociologie — Institut des Sciences Sociales, Alger.

sociétés. L'inflation, le chômage en croissance rapide, les problèmes budgétaires, les surproductions en sont quelques-uns. Ils semblent constituer autant de sources de désarroi dans les pays capitalistes développés. Les faibles performances de l'appareil productif, les problèmes liés à la faible croissance économique, les pénuries et le blocage de la consommation depuis le milieu des années 1970, l'endettement vis-à-vis des pays occidentaux (il a plus que doublé entre 1975 et 1980) et la dépendance qui en découle (le tiers des importations provient des pays occidentaux), rendent, semble-t-il, la situation sociale explosive dans les pays à économie planifiée. Dans les pays sous-développés, l'endettement, le sous-emploi, la malnutrition, les famines, la pauvreté, les guerres, la généralisation des dictatures, l'institution de la violence comme méthode de gouvernement sont considérés comme autant de maux qui menacent la stabilité internationale. Les problèmes de la course aux armements, des rapports jugés tendus et quasi explosifs entre l'«Est» et l'«Ouest» sont tenus pour des indicateurs infaillibles d'une situation de crise à l'échelle du globe tout entier.

A considérer ces divers indicateurs, on serait dans une situation apocalyptique, la disparition du monde pouvant intervenir à n'importe quel moment, tant la «crise» est forte. L'utilisation faite de ces indicateurs mérite cependant qu'on s'y arrête et qu'on les examine. Leur utilisation pose un double problème. Le premier est celui de la validité des chiffres souvent avancés, notamment ceux confectionnés par les institutions internationales et qui concernent les pays «sous-développés». Prenons à titre d'exemple le nombre d'individus qui meurent annuellement de faim dans le monde. Il serait de 50 millions, nous dit-on. Or le nombre total de décès dans le monde a été évalué à 48 millions en 1981; ceci constitue de toute évidence le cas le plus aberrant de la manipulation du chiffre.

Le second a trait à l'interprétation des chiffres déjà établis. Un exemple nous est fourni par les taux de chômage en Europe Occidentale et en Amérique du Nord. Ils sont considérés comme étant très élevés. Certaines analyses vont jusqu'à qualifier la situation d'insupportable. Pourtant ces taux ne sont pas toujours les plus élevés dans l'histoire du capitalisme. De plus, à les comparer à ceux, caractéristiques, des pays sous-développés, ils paraîtraient ridicules. Ils ne reflètent pas dans tous les pays et pour toutes les périodes une même réalité sociale. Le chômeur de 1982 ne vit pas avec les mêmes moyens dans tous les Etats capitalistes (dans les pays scandinaves, en Belgique, aux Etats-Unis et en Espagne par exemple); il ne pourrait être assimilé à celui de l'entre-deux guerres. D'autres exemples pourraient être fournis pour des domaines aussi différents que ceux de l'alimentation, de la formation, de la santé, de l'habitat ou des loisirs. Ceci permet en fait aux opérateurs sociaux de disposer d'un large champ de manœuvre dans les conclusions à tirer. Peut-être que la preuve la plus tangible du caractère «versatile» des interprétations se trouve dans la presse. Celle-ci fournit dans bien des cas une analyse totalement contradictoire, en un laps de temps relativement court, d'une réalité qui a subi peu de modifications structurelles. Ainsi, en fonction de la conjoncture, un même Etat, une même société peuvent se retrouver décrits de façon totalement différente voire opposée.

Dans ce cas, on est en droit de se demander si la crise tient plutôt du mythe ou de la réalité ou si elle n'est pas à la fois l'un et l'autre.

1.2 La Crise et son référent

Lorsqu'on parle de crise, cela signifie que l'on est en train de désigner une situation se caractérisant par une carence qualitative et quantitative. Elle rend compte d'une rupture intervenue dans l'équilibre initial.

Dans toute théorie de la crise, la notion d'équilibre apparaît comme primordiale : sortir de la crise revient à retrouver une situation se caractérisant par une certaine symbiose entre les éléments composant l'ensemble. Il s'agit dans tous les cas d'aboutir à un état où le poids de chacune des forces pourrait changer, mais où le résultat de leur interaction demeure similaire (à savoir la stabilité). Ce qui est déterminant ici, c'est l'«harmonie sociale». Par exemple, il est admis que la démission d'un gouvernement ouvre dans certains systèmes politiques une «phase» de «crise». Celle-ci sera considérée comme «résolue» dès l'instant où un nouveau gouvernement se met en place. De même, lorsqu'une offre de marchandises ne trouve pas à se placer d'une façon durable, on a tendance à parler de «crise», cela vaut également pour l'emploi, pour l'habitat («crise du logement» et «crise du bâtiment»), etc... Dans tous ces exemples, dès que l'offre tend à égaler la demande, on considère que la crise est résolue.

Dans chacun de ces cas, l'action entreprise pour sortir de la crise s'appuie sur un modèle d'équilibre de référence postulé réel. Ainsi, dans le cadre du développement du capitalisme, l'ensemble des politiques économiques d'inspiration classique ou néo-classique, keynésienne ou post-keynésienne tend à retrouver une certaine forme d'équilibre de référence.

Plusieurs questions pourraient être soulevées à ce niveau : ces modèles de référence reflètent-ils la réalité ou en sont-ils l'abstraction ; de quelle réalité rendent-ils compte et comment le font-ils ; du point de vue de quels ensembles ou groupes sociaux et quand émergent-ils ?

Un retour à l'histoire du capitalisme serait édifiant à ce niveau. Il montrerait en effet que les théories sociales et économiques articulées implicitement ou non autour de la crise tendent à vider la réalité de ses complexités, la réduisant à une mécanique simple, à une liaison entre quelques variables. Considérées au moins comme essentielles en début d'analyse, celles-ci deviennent dans le champ de l'action quasi exclusives. C'est le cas des théories classique et keynésienne qui en constituent jusqu'à présent la pierre angulaire dans le domaine économique (3). La théorie des groupes en est le pendant au plan psycho-social. L'ensemble de ces théories intègre une fraction de la réalité sociale et tend à nier les autres composantes de celle-ci. Ainsi, les théories économiques n'intègrent pas les lois socio-économiques fondamentales qui commandent la reproduction du capital, le caractère de la propriété des moyens de production et de la plus-value par exemple, la nature différenciée et sélective (pour ne pas dire ségrégationniste) du marché etc...

Les réalités dont rendent compte ces théories ne sont pas quelconques; elles correspondent aux besoins exprimés formellement ou non par les groupes sociaux dominants. Elles visent à solutionner les problèmes auxquels sont confrontés ces derniers à un moment précis de leur existence. Dans le domaine de l'économie, la théorie de Keynes a été élaborée en réponse aux problèmes nouveaux engendrés par le développement du capitalisme, à savoir, le chômage chronique massif, l'aggravation du problème des marchés etc... C'est notamment parce que la loi des débouchés de J.B. SAY s'avèrait inopérante que le problème de la «demande effective» et de ses composantes a été envisagé. Après Keynes, les néo-classiques (tels que J. MEADE et R. SOLOW) développent à la fin des années 50 des points de vue différents et s'attachent à régler des problèmes nouveaux-nés cette fois-ci non plus du ralentissement du rythme de la croissance mais de son accélération (stimulée par les dépenses publiques, notamment militaires). Dans le domaine de la sociologie, la tradition anglosaxonne pourrait être très largement analysée dans la même perspective.

Dans tous les cas — on peut le voir très nettement — les problèmes posés tendent à prouver que s'il y a «crise de la société» ou du système économique, s'il y a rupture d'équilibre, c'est en premier lieu et pour l'essentiel du point de vue des groupes dominants ; et les modèles théoriques de référence à la crise sont des modèles qui reflètent et qui sont porteurs des problèmes des groupes sociaux dominants et non de toute la société. Dans ce cadre, lorsque la reproduction sociale à l'identique se trouve menacée, l'usage généralisé de la notion de crise nous semble socialement indispensable pour assurer le renforcement et l'intériorisation des rapports de domination. Si en effet les groupes dominés au sein du système capitaliste admettent et intériorisent le fait que la dégradation des conditions de leur reproduction est au premier chef liée à la déliquescence et à la régression du système et non à la nature des contradictions internes qui l'animent (et dont ils sont l'un des éléments), ils ne peuvent que se montrer solidaires des groupes dominants. Ils peuvent accepter dans cette perspective de «payer la facture la plus lourde» de la «crise», renforçant ainsi l'exploitation dont ils sont l'objet, allant par exemple jusqu'à admettre une compression des salaires réels, des dépenses publiques à caractère social ou une augmentation des «efforts de guerre».

Cela constitue, nous semble-t-il, l'une des principales finalités assignées au plan social à la notion de crise. Son usage (du reste intériorisé, même par les critiques marxistes) ne nous semble pas toujours se justifier. Si on admet en effet que la notion de crise suppose celle de l'équilibre, elle ne peut s'appliquer de façon aussi systématique et aussi mécanique au système capitaliste dans lequel les mouvements d'expansion et de récession sont une donnée structurelle. Cette notion aurait un sens si la période actuelle n'était pas suivie d'une reprise, si on se trouvait historiquement à un moment décisif du processus social qui va produire une modification essentielle du système, ou si on se trouvait dans une phase aigüe et finale au-delà de laquelle le système ne serait plus. Mais est-ce le cas ?

Ces remarques ne semblent pas valoir seulement pour le système capitaliste en tant que tout, mais également pour certaines de ses formes historiques. Il est à se demander lorsqu'on parle depuis deux ou trois décennies de crise du système colonial, si les groupes d'intérêts tirant avantage de l'existence de ce système ne cherchent pas à faire interioriser par ceux-là même qui le subissent (sous des formes multiples et pas toujours visibles) l'idée que le « colonialisme en crise » n'est plus ; qu'ils sont libres, totalement libres et qu'ils sont les maîtres de leurs destinées. De même lorsqu'on invoque la dette extérieure ou la faible efficience des investissements dans les pays sous-développés en terme de crise, ne cherche-t-on pas à accrédi-ter l'idée selon laquelle les peuples et les Etats de ces pays sont directement responsables de la « crise » du sous-développement ?

II. — CRISE, THEORIE ET MODELES DU DEVELOPPEMENT

L'usage de la notion de crise ne répond pas seulement à une « demande » émanant des groupes sociaux et économiques dominant et conditionnant en partie la reproduction du système qui leur permet d'être hégémoniques. Il semble remplir une seconde fonction. Celle-ci se situe au niveau des théoriciens du développement et des institutions nationales et internationales, universitaires ou non, privées ou publiques, spécialisées dans le domaine (4). La notion de crise ressemble dans ce cadre à un mot magique, une potion dont l'usage permet après l'échec de chaque expérience et la faillite de tout modèle d'absoudre le passé et de faire admettre l'inanité des positions jusque-là défendues ; de justifier la production de nouveaux schémas et de nouvelles stratégies de développement. Le rapport entre l'évolution de la théorie du développement et sa mise en œuvre semble conforter une telle hypothèse.

2.1 *Les «Echecs» du Développement et l'Évolution de la Théorie du Développement*

Les deux dernières décennies ont été placées par la plus haute instance internationale, les Nations-Unies, sous le signe du développement de l'humanité. Deux stratégies internationales de développement ont été successivement élaborées et mises en œuvre.

La première, celle des années 60, repose sur quelques postulats implicites qu'il ne sera pas inutile de rappeler, tant leurs conséquences ont été graves.

Le premier postulat est celui du primat et du caractère exclusif de l'économie. Durant cette période, c'est la croissance économique (réduite à l'élévation de la production) qui est recherchée. L'élément financier constitue dans ce cadre le principal critère d'appréciation. Le Social, le Culturel, le Politique et l'Historique sont tenus pour négligeables voire inutiles. C'est l'âge des théories qui voient dans le sous-développement une situation se caractérisant et ayant pour causes une pléthore de main-d'œuvre et l'inexistence de capitaux. L'argent se présente alors comme le remède au sous-développement.

Le second postulat est celui qui assigne à la liaison entre l'économique et le non-économique un caractère mécanique. L'évolution du premier ne pouvant avoir que des effets positifs sur le second ; l'«Homme» étant inévitablement le bénéficiaire.

Le troisième consiste à considérer la situation et l'organisation des pays à économie de marché comme l'aboutissement normal et logique de l'évolution de l'humanité, tout au moins des pays sous-développés. Dans cette perspective même la science économique – tout au moins l'économie de développement – s'est trouvée réduite à une simple technique d'imitation fondée sur la manipulation de certains agrégats (consommation, investissement, revenu, épargne etc...).

Le quatrième définit le développement comme un mouvement uniforme et «paisible» qui n'entraîne ni «tensions», ni problèmes. La théorie affirmait alors sous ses multiples variantes quatre principes :

1) l'investissement de capitaux étrangers et l'aide étrangère d'une façon générale constituent la condition nécessaire et suffisante pour toute élévation du taux d'accumulation, synonyme de développement.

2) la croissance est une fonction principale et quasi exclusive de la formation du capital. Autrement dit, l'augmentation du taux de croissance est une fonction de l'augmentation du ratio capital / travail. Il fallait donc comprimer et réduire la consommation au profit de l'épargne et de l'investissement. Des politiques d'austérité s'imposaient.

3) la moteur de la croissance est l'industrie.

4) le développement est une affaire de spécialistes, de technocrates. La masse populaire ne peut être associée à l'élaboration de la stratégie. Elle peut à la rigueur prétendre en tirer parti à plus ou moins long terme.

A partir des années 70, cette problématique subit des modifications sous de multiples effets, notamment ceux de l'évolution politique dangereuse de nombreux pays sous-développés (avec l'institution dans plusieurs d'entre eux de la violence comme forme de gouvernement) et les révolutions qui s'ensuivent (l'Iran, le Nicaragua en sont les plus typiques parmi les plus récents) et l'aggravation continue des inégalités entre les pays et au sein d'un même pays, malgré des taux de croissance sans précédent. La stratégie internationale du développement de la seconde décennie abandonne en partie le thème de la croissance au profit de ceux de la pauvreté, de l'emploi, de la répartition des revenus et de la «participation» des «masses» aux processus décisionnels. Le développement n'est plus conçu à partir de la croissance des investissements en soi, mais à partir de la «satisfaction des besoins fondamentaux de l'Homme». On aboutit ainsi à une inversion partielle de la problématique du développement, l'amélioration du niveau de l'emploi et la résorption des inégalités les plus saillantes en matière de répartition de revenu devenant les conditions et non le résultat de la croissance économique.

Au plan théorique, l'approche ainsi renouvelée abandonne la thèse sur la nécessité et les bienfaits de l'aide étrangère. Elle tend à privilégier l'«auto-suffisance» nationale pour le financement du développement. L'accent est mis en même temps sur l'efficacité des investissements matériels au détriment de leur volume. C'est le pendant de la thèse qui lie l'aggravation des problèmes du sous-développement à la «mauvaise» allocation

des ressources et au «mauvais» choix technologique. Parallèlement, la mobilisation des ressources humaines dans le développement est considérée comme aussi fondamentale sinon plus essentielle que la mobilisation des capitaux. Du coup, la primauté est accordée au développement rural, principalement agricole avec une conception décentralisée en matière d'élaboration et d'exécution des programmes d'action. C'est notamment le mythe de la révolution verte.

Ces modifications intervenues dans la stratégie du développement entre la première et la seconde décennie ne résultent pas seulement des échecs enregistrés à la fin des années 60. Il est également lié à une évolution parallèle de la théorie du développement et au déclin de l'économie du développement. Celui-ci n'est, du reste, dû uniquement ni à «l'hétérogénéité croissante des pays en développement» ni à son «incapacité à faire face à l'évolution néfaste de la situation politique dans de nombreux pays en développement» comme le pense HIRSCHMANN (5). Il est également lié à l'existence d'un modèle alternatif potentiel, au modèle libéral proposé par cette théorie. Il s'agit de celui qui est en vigueur dans les pays à économie planifiée.

2.2 Éléments critiques des fondements de la Théorie et des modèles de Développement

Une analyse critique de la théorie et des modèles de développement qui y sont liés pourrait être située à plusieurs niveaux. Trois au moins méritent d'être succinctement présentés, car ils témoignent du caractère superficiel et commun des analyses.

Le premier est celui de la terminologie utilisée. Elle exprime une incapacité à appréhender les complexités constitutives de la réalité. Ainsi celle-ci se trouve réduite à une série de «facteurs» simplés à «recenser» pour l'action et à enfermer le plus souvent dans des formules de type paramétrique. Cette réalité serait du reste «désarticulée» comme s'il s'agissait (d'un clown ou d'un pantin dont les membres sont pliés en tous sens) d'un être contorsionné (6). Elle est à «harmoniser» et à «intégrer» en levant les «obstacles», les «contraintes», les «blocages» au développement. Autant de termes qui font ressembler l'action à une course de haies ou aux combats épiques rapportés par les anthologies des contes du moyen âge. En fait ces notions semblent traduire la «résistance» des faits. Il y a en effet un «blocage», mais c'est celui du développement méthodique de la pensée s'inscrivant dans une problématique abusant de la réalité.

Le second niveau concerne les présupposés ou les hypothèses à partir desquels se construisent ces modèles. Ils sont pour une bonne part contestables ou tout au moins discutables. C'est le cas notamment des hypothèses sur la relation entre épargne et profit, entre épargne et investissement, sur la «substituabilité» entre les facteurs de production ainsi que sur la neutralité des rapports internationaux, du marché mondial, des institutions et des sociétés transnationales.

Le troisième niveau concerne les modèles. Outre leur caractère réducteur de la réalité, ils sont mécanicistes. Ainsi les rapports entre les grands économes auraient partout la même signification, la diversité des structures socio-économiques n'aurait sur elles aucune incidence. Dans ce cadre, le développement se trouve réduit à une «mécanique d'inter-relations technico-économiques entre diverses quantités globales» (7). Aussi, il n'est pas étonnant que des modèles aussi célèbres que celui d'HARROD - DOMAR privilégient l'investissement matériel et négligent l'élément social.

En fait le mécanisme de la démarche ne se trouve pas exprimé à ce niveau seulement, il apparaît lors du passage de l'analyse statique à l'analyse dynamique. Dans ce cadre, la dimension historique du temps n'est pas intégrée. Ceci permet l'élaboration d'un modèle de croissance unique pour des sociétés fonctionnant et se reproduisant dans des conditions historiques différentes. Il transparait également dans leur caractère irréaliste. Celui-ci est exprimé notamment par le fait qu'on suppose que les comportements sociaux obéissent à la «logique» et que chaque catégorie d'agents cherche à maximiser ses entrées. L'entrepreneur ne pouvant être mû que par la volonté de maximaliser (et non d'optimiser par exemple) son profit.

2.3 Les Tendances récentes

Malgré leur diversité et leur plus ou moins grande complexité, ces modèles et les théories auxquelles ils renvoient, semblent de plus en plus en crise. Leur incapacité à rendre compte des problèmes à partir desquels ils ont été élaborés et à les prendre en charge amène un nombre de plus en plus grand de «théoriciens», d'experts internationaux et de politiques au renouvellement de l'approche par l'adjonction d'une nouvelle dimension à celles déjà introduites (institutionnelle et sociale) durant la dernière décennie, la dimension culturelle.

Depuis quelques années déjà, la culture semble faire l'objet d'une plus grande attention au plan international, à tel point que le centre de développement de l'OCDE (qui a pour objectif de promouvoir des politiques visant en premier lieu «à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays membres...») (8) a décidé en 1980 de faire de la culture un «point focal d'un regard sur les cinq prochaines années de son activité» (9) en y associant des chercheurs et des spécialistes originaires des pays sous-développés.

De ce fait si on continue d'insister sur le fait que le développement doit commencer par les besoins de base, on ajoute à présent l'idée selon laquelle ces derniers sont inséparables de la culture qui les sous-tend.

Ce renouvellement, du reste, bien plus formel que réel de l'approche (car venant se surajouter à celle déjà existante) s'accompagne d'un confusionnisme ayant un relent fortement humaniste et moralisateur. Selon les «nouveaux théoriciens», il n'y aurait aujourd'hui ni «sur-développé», ni «sous-développé»; il n'existerait que des «mal-développés», des «mal-développés par excès ou par défaut», des pathologies de développement (10).

Du coup le développement cesse d'être social pour devenir le «développement de l'être humain», le «développement intégral» (4).

Cette problématique est intéressante à plus d'un titre :

— d'une part, elle est en conformité avec les réactions parfois violentes qu'on a observées dans de nombreux pays contre les tendances à l'homogénéisation et à la domination Culturelles. Elle intègre les dénonciations énergiques des «agressions culturelles» notamment en provenance de l'Occident. Ceci la rend plus acceptable dans les pays sous-développés.

— d'autre part, elle tend à faire des problèmes dans les sociétés du centre et de la périphérie un tout homogène, de même nature. Aussi, s'il y a crise, ne peut-elle qu'être identique, les différences étant secondaires.

— elle justifie par ailleurs l'introduction des technologies «douces» et rend acceptables des thèses comme celles développées par A. EMMANUEL, sur les rapports avec les multinationales.

— l'«Etre humain» et non l'«Etre social» étant au cœur de la problématique, elle rend valide toute intervention directe d'institutions étrangères auprès de populations jugées en danger.

— elle ôte enfin aux rapports économiques internationaux, notamment aux liens entre le centre et la périphérie tout caractère conflictuel, les fondant sur la «solidarité internationale», sur la «fraternité de tous les hommes».

Cet extrait de la communication de R. HABACHI (12) au séminaire sur les «points critiques du développement» nous paraît de ce point de vue fort suggestif :

«l'interdépendance des hommes et des nations va croissant ; les preuves en sont administrées. La productivité des privilégiés ne peut se poursuivre sans tenir compte des faiblesses et des besoins des moins privilégiés, jusqu'à prendre ceux-ci provisoirement en charge si nécessaire. Il ne peut s'agir d'un échange comportant des avantages, mais d'un don désintéressé dont cependant la survie est l'enjeu.»

«Cette interdépendance de la civilisation implique un pluralisme des cultures. L'entraide est incompatible avec la méconnaissance de certaines cultures et avec la chosification de l'homme que cette méconnaissance suppose.»

On tourne le dos au développement en entourant un homme d'un manchon de vide pour lui demander de sauter dans l'univers d'autrui.»

Cette problématique du «développement intégral de l'être humain» est également intéressante parce qu'elle amène à envisager dans leurs interrelations divers problèmes jusqu'à présent traités séparément. Ainsi, l'action en matière de nutrition s'articulera autour de la production agricole, de la commercialisation, de la santé, de l'éducation, des habitudes sociales, etc... Elle donnera lieu chaque fois à l'élaboration d'une «stratégie alimentaire» (13). Il reste à savoir où et qui est susceptible de la produire, avec quels moyens et qui pourra assurer sa mise en œuvre et au profit de quelles catégories ?

Parallèlement, on observe une évolution de la terminologie utilisée pour qualifier les pays capitalistes de la périphérie. Le plus intéressant peut-être, réside dans le mal que se donnent certaines institutions internationales pour «découper» ces pays en «tranches» plus ou moins «pauvres», plus ou moins «avancés». Une telle pratique signifie que l'on cherche bien plus à abstraire des réalités devenues «gênantes» pour les gouvernements des sociétés du centre et les classes dirigeantes des sociétés de la périphérie, qu'à rendre compte de leurs spécificités. Après les sociétés «sauvages» du 18ème siècle, les «races inférieures» (J. FERRY), les «arriérés», les «sous-développés» du lendemain de la seconde guerre mondiale, on en est aux sociétés «moins développés», «moins avancées», celles de la «pauvreté absolue» (14). Par ce biais le sous-développement apparaît comme une «aberration», une «erreur du progrès de l'humanité» et l'impérialisme, une simple bévue de l'histoire.

Une question mérite d'être posée à ce niveau. Elle consiste à s'interroger sur la fonction sociale assignée à la théorie du développement et à la problématique de la crise qui assure sa reproduction. Pourquoi et pour quoi une théorie du développement articulée autour de la crise ?

III. — LA FONCTION SOCIALE DE LA THEORIE DU DEVELOPPEMENT

L'actuelle théorie du développement reproduit pour une large part des conceptions surannées souvent héritées du siècle précédent. Un certain scientisme et une confiance aveugle dans le «progrès» posé comme infini et linéaire s'y retrouvent. Elle tend de ce fait à stériliser toute recherche — principalement dans les pays sous-développés — non inféodée à la logique du capital ou à la logique mercantile et susceptible d'éclairer sur la nature réelle du processus du sous-développement, qui chercherait à faire ressortir les caractéristiques des groupes qui «sous-développent» et les procédés qu'ils mettent au œuvre. Le résultat est comme le définit J. KI-ZERBO «l'Homo-cocacoleus», le «mimétisme dépendant» de l'Occident.

La théorie du développement apparaît de ce point de vue comme le prolongement historique de l'éthnocentrisme occidental. Le développement vise en effet à doter l'autre de ce qui lui manque pour ressembler au Moi (Européen) Nord Américain ou Japonais. Aussi les modèles de développement s'élaborent-ils toujours en référence explicite ou implicite à un système ou ensemble de besoins hiérarchisés et jugés universellement partagés et ressentis. C'était le besoin en capital, en technologie, etc... Il a évolué depuis. Il intègre à présent toute une série de «besoins» dits fondamentaux, essentiels et vitaux. L'ensemble est évidemment défini en dehors des premiers concernés (au plan de la consommation). Il sert de cadre à la catégorisation des pays : c'est le niveau de «satisfaction» de ces «besoins» qui permet de séparer les «développés», des «moins développés», ..., de ceux qui sont dans la «pauvreté absolue».

Une telle conception n'est évidemment pas neutre. Elle a une fonction économique et sociale fondamentale dans les pays capitalistes du Centre. Le mouvement (15) de développement ainsi conçu devrait permettre

un redéploiement économique, social, culturel et politique des sociétés du Centre, par l'ouverture de nouveaux horizons, de nouveaux marchés (économiques, sociaux...). L'existence de ces marchés constitue en effet une condition essentielle à leur survie (16).

En attendant la réalisation totale de ces objectifs, la théorie du développement doit permettre de «gagner du temps». Comme l'affirme ROSTOW à propos de la Corée du Sud, «acheter du temps est une des choses les plus coûteuses et ingrates que nous fassions avec notre argent» (17). Mais cela est nécessaire tant qu'il s'agit de penser et de mettre en place un nouveau type de rapport colonial pour remplacer l'ancien qui est aujourd'hui périmé.

NOTES

1. Le style retenu dans ce texte peut paraître quelquefois violent et à la limite caricatural. Nous l'avons volontairement adopté afin de susciter le maximum de débats.
2. Un tel travail serait du reste fort instructif dans le cadre d'une approche critique des problématiques de la crise.
3. La première s'articule autour de deux concepts. Le concept de facteurs de production et le concept d'équilibre stable, (grâce à la mobilité des prix, il exclut les écarts de longue ou de courte durée par rapport à l'état d'équilibre) qui reposent sur l'hypothèse d'une auto-régulation possible du système économique. La seconde théorie qui se fonde sur une hypothèse inverse (d'où le rôle différent assigné à l'Etat) s'articule autour des problèmes de la «demande effective», des facteurs qui en déterminent le volume et la croissance. C'est une théorie de la rareté (quasi-rentes). De ce point de vue, les Keynésiens (tels que Harrod ou Wells), les néo-keynésiens (comme Mrs. Robinson ou Kregel), les néo-classiques proches des Keynésiens (Solow, Tobin) ou les monétaristes (Friedman, Patinkin...) récents n'apportent pas de changement de fond aux démarches classiques.
4. Peut-on les ranger automatiquement dans la catégorie des groupes dominants?
5. Point de vue avancé par A. Hirschmann et C. Furtado au séminaire «Points critiques du développement dans les années 80», organisé par l'OCDE à Paris du 1er au 3 Décembre 1980.
6. La définition donnée par le Robert est de ce point de vue fort intéressante.
7. G. Myrdal, cité par A. Bellal dans «Développement et facteurs non économiques» (édité en 1981 au Maroc).
8. Cf. les textes régissant l'OCDE.
9. Extrait du discours d'ouverture du Président du Centre de l'OCDE lors du séminaire sur les «Points Critiques du Développement dans les années 1980».
10. Cf. R. Habachi dans «Points Critiques du Développement».
11. Cf. discours de Mc Namara aux gouverneurs de la Banque Mondiale le 30.9. 1980. Cf. également les écrits les plus récents d'universitaires comme F. Panoux.
12. Ancien Directeur de la division philosophie à l'UNESCO.
13. Cf. Communication de P. Vidal Nacquet au séminaire international organisé par le BNEDER en 1981 autour du thème «Planification et Modélisation dans l'Agriculture», à Alger.

14. Terme si cher à Mc NAMARA.
15. Il est plus difficile pour un Africain de disposer d'un pécule pour étudier méthodiquement une localité, une région ou une population qu'à un bureau d'études de réunir des moyens financiers énormes en vue de produire des rapports volumineux et inutilisables, qui masquent la réalité plus qu'ils ne la dévoilent.
16. Rôle que cherche à faire tenir actuellement la France à l'Algérie et à d'autres pays du tiers-monde (notamment pour les P.M.E.).
17. US Nemo report 7/5/1982.

RESUME

In the years, the term «crisis» seems to have acquired a universal dimension. One can hardly enumerate the social domains in which the term is not frequently used. In this paper, we propose to examine what is today referred to, at the international level, as the «crisis of development».

One point on which there seems to be unanimous agreement among social scientists, politicians and economic agents is the fact of the unhealthy state of the world economic system. The malaise affects developed capitalist countries, planned economies as well as underdeveloped economies with the problem of unemployment, underemployment, weak performance of the productive sectors and low rates of growth. In the underdeveloped countries, indebtedness, poverty, famines, the generalization of dictatorships and the institution of violence as a method of government, are considered by all as a menace to international stability. Taking these indicators at their face value, it is difficult to resist the temptation of characterizing the situation as apocalyptic.

A closer examination of these indicators, however, reveals two problems: a) the validity of the figures, usually furnished by international organizations, concerning the socio-economic situation especially in the underdeveloped countries, eg. the number of inhabitants who annually die of hunger, and b) the interpretation of the figures, once they are established as being more or less valid. For example, the rates of unemployment in Western Europe and North America currently are often considered abnormally high. Some analysts even go as far as characterizing the situation as being insupportable. Yet these rates are not anywhere near the highest ever recorded in the history of capitalism. Furthermore, compared to the situation in the underdeveloped countries, unemployment figures in the West appear ridiculously low.

To use social indicators indiscriminately to characterize all parts of the international economic system as being in crisis leads us to legitimately question whether the crisis is a myth or a reality and, if a reality, what are its true dimensions. In any case, it is difficult for us to accept the notion

of crisis being applied systematically and mechanically to the world capitalist system where expansionary and recessionary movements are structural. The notion could be applied to the current situation only under the assumption that we are witnessing the final phase of capitalism, which is clearly hard to accept.

To overcome a crisis means to return to a situation characterized by harmonious relations between the various elements that constitute a totality; in short, to return to a situation of equilibrium deemed desirable. Inevitably, therefore, the indicators used to demonstrate «a crisis of society», of the economic system, as well as the vision of the desirable equilibrium situation, are first and foremost from the point of view of the dominant social groups and not those of the whole society. The generalized use of the notion of crisis, presumably affecting all the components of a system in a similar manner, therefore, serves to divert attention from the internal contradictions within the system. Its social role is to ensure the reinforcement and the internationalization of relations of domination.

The notion of crisis also serves very well the theoreticians of development, national and international institutions and universities, specialized in the domain of development studies. In this context, «crisis» becomes a magic word, a potion whose usage permits them to gloss over the failure of development strategies based on absurd models, and to justify the production of «new» schemas and development strategies.

The last two decades have witnessed at the highest instance of the international community – the United Nations – the elaboration and pursuit of two international strategies of development. The first strategy – that of the sixties – was based on an implicit postulate that development has an exclusively economic character, and that primacy belongs to economic growth, reduced to increases in production. Development was viewed as a uniform and non-conflictual process and the following principles were accepted unchallenged: Foreign investment and international aid constitute a necessary condition for increasing the rate of accumulation, growth is an exclusive function of capital formation, industry is the motor of growth, and development planning is better left to specialists and technocrats.

The second development decade abandons growth in favour of elimination of poverty, employment, income distribution and the participation of the «masses» in the decision – making process. Development is no longer conceived as growth and capital formation but as the satisfaction of basic human needs. But the modifications in the strategy of development which we witness between the sixties and the seventies were not solely due to the failures of the first development decade. These modifications coincide with the parallel evolution of the theory of development, as opposed to the economies of development, as well as the coming into being of a potential alternative model to the liberal model; namely, the model of a planned economy.

A critical analysis of the theory and models of development of the past two development decades, can be situated at many levels. Three, at least, merit to be presented because they demonstrate the superficial character underlying the analysis. The first level relates to the terminology utilized. It demonstrates the incapacity of the theory to cope with complex social reality. The reality is reduced to a series of simple factors which constitute «obstacles» or necessary conditions for development.

The second level concerns the hypotheses on which the models are based. These are for the most part contestable or debatable. This is especially the case with the assumed relationships between savings and profit, savings and investment, the substitutability between factors of production as well as the neutrality of international relations, the world market, of institutions and transnational corporations. The third level concerns the models themselves. Aside from their abstraction from reality, they are mechanistic. Thus, relations between economic aggregates have the same significance in all societies, regardless of the diversities in economic and social structures.

More and more, it becomes obvious that it is these theories that are facing a crisis, and it explains the proliferation of new theories (often accompanied by a great deal of confusion); the most notable of which is the approach which seeks to add a new dimension – the cultural dimension – to discussions on development issues. Henceforth, development is not viewed as social and economic but evolves from «human development» to «integral development». Countries are no longer underdeveloped or overdeveloped but simply mal-developed due to insufficiency or excess of the development potion.

This new approach is interesting from many angles: First, it attempts to respond to reactions (often violent) against the tendency towards homogenization and cultural domination. Secondly, it puts the problems of the centre and the periphery of the world capitalist system on the same footing. If there is a crisis, it is a crisis of mal-development which affects both the centre and the periphery. Thus international relations, and in particular, the relations between the centre and the periphery cease to be conflictual. Rather, it is «international solidarity» that is called for in order to overcome the «crisis of the international system. Finally, the «human being» and not the «social being» being at the heart of this approach, all direct intervention (by international institutions), in the affairs of populations deemed to be in danger can be justified.

It is this approach that has given rise to global strategies in the areas of food, health, education, culture etc. Thus for example, in the area of food, we have a world «food plan». We are only left with the question as to who is to handle the production, with what means, and to whose benefit.